

DIRECTION DE
L'ENVIRONNEMENT

Service des Installations
Classées, des Impacts
Environnementaux
et des Déchets

Bureau des Installations
Classées pour la Protection
de l'Environnement

6 route des artifices
BP L1
98849 Nouméa Cedex

N° 10088/DENV/SICIED-1

Nouméa, le 2 SEP 2015

La Directrice

à

Syndicat des copropriétaires de la résidence
Terrasses de Ouémo
Chez Veron transactions SARL
BP 486
98845 Nouméa cedex

RAR N° 02 645 709 8 NC

Mesdames, Messieurs les copropriétaires,

Veillez trouver ci-joint, l'arrêté n° 2268-2015/ARR/DENV du 2 SEP 2015 mettant en demeure le syndicat des copropriétaires de la résidence Terrasses de Ouémo de régulariser la situation administrative de l'ouvrage de traitement et d'épuration des eaux résiduaires domestiques ou assimilées qu'il exploite 4 rue Le carrou, Magenta Ouémo, commune de Nouméa.

Je vous informe que conformément à l'article 416-20 du code de l'environnement de la province Sud « le fait d'exploiter une installation soumise à déclaration sans avoir fait la déclaration prévue à l'article 414-3 est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe. ».

Par ailleurs, en l'absence de régularisation dans le délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, le président de l'assemblée de province pourra faire application des sanctions prévues à l'article 416-2 du code de l'environnement.

Je vous saurais gré de bien vouloir retourner, dans les meilleurs délais, l'accusé de réception que vous trouverez ci-joint, dûment rempli et signé, à la direction de l'environnement.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs les copropriétaires, l'expression de mes respectueux hommages.

**La directrice de l'environnement
par intérim**

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT

6 route des artifices

BP L1

98849 Nouméa Cedex

*Bureau des Installations classées pour la Protection
de l'Environnement*

ACCUSÉ DE RÉCEPTION

A retourner dûment complété à la direction nommée ci-dessus

Je soussigné(e) _____

Agissant en qualité de : _____

Accuse réception de l'arrêté n° 2268/ARR/DENV, daté du **2 SEP. 2015**, mettant en demeure le syndicat des copropriétaires de la résidence Terrasses de Ouémo de régulariser la situation administrative de l'ouvrage de traitement et d'épuration des eaux résiduaires domestiques ou assimilées qu'il exploite 4 rue Le carrou, Magenta Ouémo, commune de Nouméa,

En date du _____

Je déclare être informé(e) de la faculté de saisir le Tribunal administratif dans un délai de trois mois à compter de ce jour pour former un recours contre cette décision.

Signature